

## GRÈCE

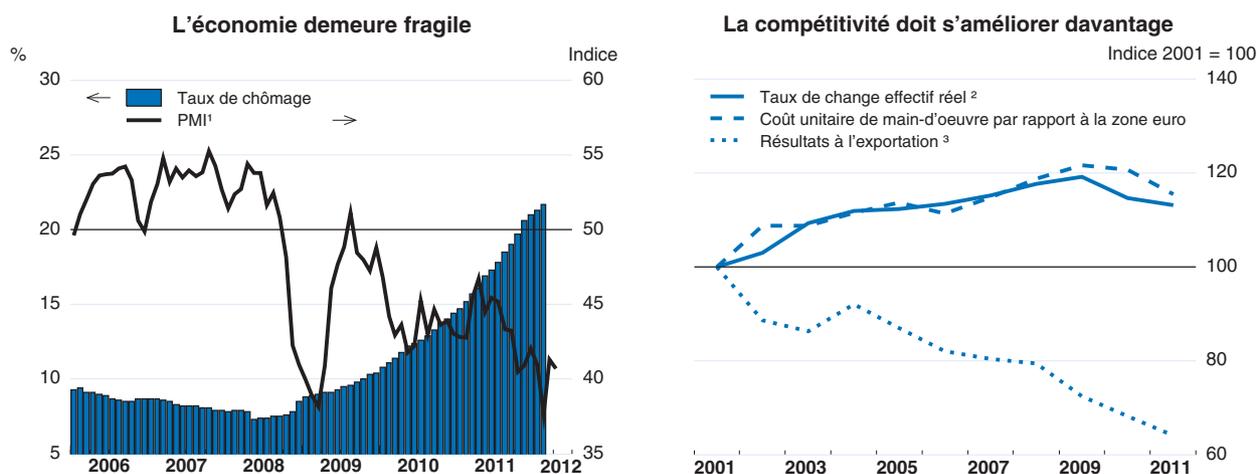
L'économie s'est fortement contractée en 2011 sous l'effet des mesures d'austérité budgétaire, de la dislocation du tissu économique et de la faiblesse des exportations. Le chômage augmente à vive allure, surtout chez les jeunes. La production devrait encore diminuer jusqu'au second semestre 2013, après quoi il est probable que l'assainissement des finances publiques connaîtra un certain ralentissement, que les réformes structurelles de grande ampleur visant à stimuler la compétitivité et à promouvoir l'investissement commenceront à porter leurs fruits et que la demande internationale se redressera. Ces prévisions reposent sur l'hypothèse selon laquelle le programme UE-FMI d'assainissement budgétaire et de réforme structurelle sera appliqué dans son intégralité.

Le programme d'ajustement économique approuvé en mars 2012 offre à la Grèce le temps nécessaire pour mener à bien les réformes fondamentales requises. Il importe qu'il soit scrupuleusement appliqué pour faire repartir la croissance et stabiliser les finances publiques.

### L'économie s'est enfoncée dans la récession

Le PIB réel a diminué de 7 % en 2011 en raison de la contraction de la demande intérieure et il a continué de se contracter de 6¼ % (en glissement annuel) au premier trimestre 2012. La diminution des revenus, la hausse du chômage et les difficultés d'accès au crédit ont sapé la consommation et l'investissement. Vers la fin de 2011, les exportations ont également fléchi à cause de la chute des recettes touristiques et des ventes de marchandises. Le taux de chômage dépassait 20 % eu début 2012. L'inflation globale, de nouveau en recul, est tombée à un niveau largement inférieur à la moyenne de la zone euro si l'on tient compte des effets des fortes hausses d'impôts. Les coûts unitaires de main-d'œuvre sont également restés orientés à la baisse, ce qui a

## Grèce



1. Indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier. Un chiffre au-dessus de 50 indique une expansion de l'activité et en-dessous de 50 une contraction.
2. Corrigé de l'impact des impôts en 2010 et 2011.
3. Rapport entre les volumes d'exportation et les marchés extérieurs pour l'ensemble des biens et services.

Source : Markit, Hellenic Statistical Authority et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932611736>

## Grèce : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	232.9	-3.2	-3.5	-6.9	-5.3	-1.3
Consommation privée	169.1	-1.3	-3.6	-7.1	-6.6	-1.9
Consommation publique	42.2	4.8	-7.2	-9.1	-9.3	-8.3
Formation brute de capital fixe	51.6	-15.2	-15.0	-20.7	-13.4	-2.0
Demande intérieure finale	262.9	-3.0	-6.3	-9.5	-8.0	-2.9
Variation des stocks <sup>1,2</sup>	3.6	-2.9	0.4	1.1	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	266.5	-5.8	-6.0	-8.6	-8.4	-2.9
Exportations de biens et services	56.2	-19.5	4.2	-0.3	3.7	6.9
Importations de biens et services	89.8	-20.2	-7.2	-8.1	-9.8	0.5
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 33.6	3.1	3.0	2.4	4.0	1.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.8	1.7	1.6	0.1	-0.4
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	1.3	4.7	3.1	0.8	-0.5
Déflateur de la consommation privée	—	0.7	4.5	3.1	0.8	-0.5
Taux de chômage	—	9.5	12.5	17.6	21.2	21.6
Solde des administrations publiques <sup>3</sup>	—	-15.6	-10.5	-9.2	-7.4	-4.9
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	—	134.0	149.6	170.0	168.0	173.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup>	—	129.4	145.0	165.4	163.3	168.5
Balance des opérations courantes <sup>4</sup>	—	-11.1	-10.1	-9.8	-7.6	-6.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris l'erreur statistique.

3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.

4. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932613275>

sensiblement amélioré la compétitivité, mais cela ne se manifeste pas encore dans les résultats à l'exportation et de nouvelles améliorations sont nécessaires.

**La réduction du déficit  
budgétaire et de la dette  
reste le principal défi à  
relever**

L'objectif initial du processus d'assainissement budgétaire n'a pas été atteint en 2011 en raison de la détérioration plus grave que prévu de l'économie et des retards pris dans l'application des réformes structurelles. Pour atteindre l'objectif de déficit de 7¼ % du PIB en 2012, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures d'économie représentant environ ½ % du PIB, notamment une réduction des dépenses pharmaceutiques et des coupes supplémentaires dans les retraites touchant principalement les pensions les plus élevées. D'autres mesures seront nécessaires en 2013. Les prévisions de déficit de l'OCDE cadrent avec les estimations officielles pour 2012, mais elles sont plus élevées pour 2013 car elles reposent sur une hypothèse de croissance plus faible. Le nouveau programme approuvé en mars 2012 par l'UE et le FMI, parallèlement à la contribution active du secteur privé (avec un effacement de 53 % de la dette en termes nominaux), devrait assurer la viabilité de la dette à moyen terme, à condition que l'effort d'assainissement budgétaire ne se relâche pas et que l'économie renoue

avec la compétitivité et la croissance, ce qui exigera de nouvelles réformes structurelles. Ces prévisions constituent un scénario de référence selon lequel le programme UE-FMI est appliqué dans son intégralité et la croissance est relancée à la faveur des réformes structurelles et de l'amélioration des résultats à l'exportation.

### **La reprise sera lente**

L'économie devrait se contracter jusqu'au milieu de 2013, en raison principalement des restrictions budgétaires indispensables, mais la croissance pourrait ensuite devenir positive au second semestre. À ce moment-là, on peut penser que les réformes structurelles déjà mises en œuvre commenceront à porter leurs fruits, que le rythme de l'assainissement budgétaire commencera à ralentir et qu'une plus grande utilisation des fonds structurels disponibles de l'UE viendra soutenir la croissance. L'inflation devrait continuer de reculer, étant donné l'ampleur du marasme économique, et pourrait se transformer en déflation en 2013. Le déficit des paiements courants redescendra probablement aux alentours de 6½ % du PIB en 2013.

### **Des risques importants de dégradation prédominant**

Il est probable que les réformes deviennent de plus en plus difficiles à mettre en œuvre, notamment en raison d'un mécontentement social et politique croissant. Cela étant, si le programme de l'UE et du FMI n'était pas appliqué, le risque de cessation de paiements augmenterait fortement, avec des conséquences incalculables. Un autre risque important serait une nouvelle détérioration de la capacité déjà limitée du secteur bancaire à soutenir la croissance. Les exportations auront un rôle important à jouer, même s'il est difficile de déterminer à quel moment l'amélioration de la compétitivité aboutira à de meilleurs résultats sur ce front.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2012), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-1-20-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-20-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).